

EYLIAC**DORDOGNE
24330****Tél : 05 53 07 56 08
Fax : 05 53 04 23 51****EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL****Nombre de Conseillers**

- en exercice	15
- présents	12
- votants	12
- absents	12
- exclus	

Date de Convocation

OBJETApprobation de la carte
communale

De la Commune d'EYLIAC

L'an Deux Mil Quatorze le **20 Juin**

Le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre BONNET Maire.

Étaient présents : Mr Bonnet, Lacour-Coulon, Mme Cabarat, Mr Alard, Mme Lumello Mmes, Juhel, Rousseau, Poinot, , Mrs Thibaud, Gomes-Ferreira, Gillot, Pages ,

Mme M-C CABARAT a été nommé(e) secrétaire de séance

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 124-1 et suivants et R. 124-1 et suivants

Vu la délibération du conseil municipal en date du 16 novembre 2010 donnant son avis sur l'opportunité d'élaborer une carte communale sur le territoire de la commune ;

Vu l'arrêté du maire en date du 03 avril 2012 Soumettant en enquête publique le projet de carte communale ;

Vu le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur, M. Eymard, en date du 8 juin 2012 ;

Vu l'avis de la CDCEA en date du 26 avril 2013;

Vu la réunion de concertation en préfecture en date du 6 décembre 2012

Vu la délibération en date du 9 septembre 2013 approuvant la carte communale

Vu le refus d'approbation de la carte communale par le représentant de l'Etat en date du ...01 décembre 2013

Vu la délibération en date de ce jour retirant la précédente délibération du conseil municipal approuvant la carte communale

Après avoir entendu l'exposé du Maire ;

Considérant les observations faites par le préfet dans sa lettre du 01 décembre 2013

Après en avoir délibéré, le conseil municipal ;

- décide d'approuver la carte communale en y apportant les modifications suivantes

- Réduction de la zone constructible sur le secteur de Lapeyrade (limité au niveau du chemin rural)
- Suppression de la zone constructible de Vertiol Est
- Modifications du rapport de présentation

(les autres modifications apportées suite à l'enquête publique sont maintenues, voir annexe de la délibération)

- décide que les décisions individuelles relatives à l'occupation et à l'utilisation du sol régies par le Code de l'urbanisme demeureront délivrées au nom de l'Etat ;

La présente délibération sera soumise au Préfet afin qu'il approuve par arrêté la carte communale suivant l'article L 124-2 du code de l'urbanisme .

La présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie pendant un mois.

Mention de cet affichage sera, en outre, insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département, dès réception de l'arrêté de M. le Préfet approuvant la carte communale.

Acte rendu exécutoire après le dépôt en
Préfecture de Périgueux le et
publication ou notification du

Le Maire,

Jean-Pierre BONNET



PREFET DE LA DORDOGNE

Arrêté n° 2014 239 - 0005
portant approbation de la révision de la carte communale applicable
sur la commune d'Eyliac

Le Préfet de la Dordogne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

VU le code de l'urbanisme, notamment les articles L. 124-1 et suivants, R. 124-1 et suivants,

VU la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Renouvelé (loi ALUR),

VU l'arrêté préfectoral du 22 septembre 2005 approuvant la carte communale d'Eyliac,

VU la demande en date du 16 novembre 2010 du conseil municipal de réviser sa carte communale,

VU l'avis de la Commission Départementale de la Consommation des Espaces Agricoles (CDCEA) en date du 17 avril 2013,

VU la désignation de M. Jean-Louis Eymard, commissaire-enquêteur par le Tribunal Administratif de Bordeaux,

VU l'arrêté du maire en date du 3 avril 2012 soumettant le projet de carte communale à enquête publique du 30 avril 2012 au 31 mai 2012 inclus,

VU le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur,

VU la délibération du conseil municipal en date du 20 juin 2014 approuvant la carte communale d'Eyliac,

Sur la proposition de M le Secrétaire Général de la préfecture de la Dordogne,

ARRETE

Article 1 : Le dossier de révision de la carte communale d'Eyliac annexé au présent arrêté est approuvé.

Article 2 : Conformément aux articles R.124-1 à R.124-3 du code de l'urbanisme, chaque dossier comprend :

- un rapport de présentation
- un document graphique (2 plans de zonage)

Article 3 : Le dossier de la carte communale opposable aux tiers est tenu à la disposition du public :

- à la mairie d'Eyliac
- au service territorial de la Vallée de l'Isle,

aux jours et heures d'ouverture des bureaux.

Article 4 : Le présent arrêté sera notifié à M. le Maire d'Eyliac.

Article 5 : Le présent arrêté, ainsi que la délibération du conseil municipal approuvant la carte communale seront affichés en mairie pendant un mois. Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal habilité et diffusé dans le département.

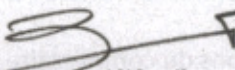
Article 6 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Dordogne.

Article 7 : Le présent arrêté sera exécutoire dès l'accomplissement de l'ensemble des formalités prévues à l'article 5 ci-dessus. La date à prendre en compte pour l'affichage étant celle du premier jour où il est effectué.

Article 8 : Le Secrétaire Général de la préfecture de la Dordogne, le Maire de la commune d'Eyliac, le Directeur Départemental des Territoires, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Périgueux, le **27 AOUT 2014**

Le Préfet,


Pour le Préfet et par délégation,
le Secrétaire Général

Jean-Marc BASSAGET

NB : Délais et voies de recours (application de l'article 21 de la loi n° 2000/231 du 12/04/2000).

Dans un délai de deux mois à compter du caractère exécutoire du document, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- soit un recours gracieux adressé à Monsieur le Préfet de la Dordogne – 2, rue Paul Louis-Courier – 24016 PERIGUEUX cedex
- soit un recours hiérarchique adressé à Monsieur le ministre de l'Intérieur – Place Beauvau – 75800 PARIS
- soit un recours contentieux en saisissant le tribunal administratif – 9, rue Tastet – BP 947 – 33063 BORDEAUX cedex (paiement d'un timbre au tarif en vigueur).

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces deux recours. Un rejet est considéré comme implicite au terme d'un silence de l'administration pendant deux mois.